

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 DÉCEMBRE 1995
AU 3 JANVIER 1996

N° 1023

10,00 F

Éléments de bilan du mouvement social de novembre et décembre 1995

Rien n'est fini, mais tout commence...

COMME BIEN D'AUTRES, nous sommes encore sous le choc de cette poussée revendicative qui, chacun le sait bien, va bouleverser les rapports de force entre monde du travail et capitalistes.

La trêve des confiseurs est somme toute bien venue car elle permet aux grévistes de reconstituer leurs forces et de comprendre ce qui vient de se passer tout en entretenant l'incertitude sur la manière dont les choses vont se passer en janvier.

Logique de solidarité contre logique de concurrence !

C'est que, sur le fond, rien n'est résolu et que les antagonismes entre la conception qu'ont l'État et le patronat sur l'organisation du travail, la politique des salaires et la protection sociale est toujours aussi contradictoire d'avec les revendications exprimées par les grévistes et les manifestants.

La plus belle preuve de cette opposition aura sans doute été le durcissement de la grève des employés des transports publics de Marseille au moment même où se tenait le fumeux « sommet social ».

Les cheminots exigent la suppression du nouveau statut imposé aux personnels embauchés depuis 1993 parce que cela introduit des divisions artificielles entre salariés faisant le même travail et que cela réduit les avantages sociaux comme cela modifie à la baisse les conditions de travail (temps de repos, etc.). A terme, c'est l'ensemble du personnel qui sera touché par ces mesures régressives.

A Marseille, les travailleurs remettent en cause la logique capitaliste qui cherche à diminuer les coûts de production et à démultiplier les statuts sociaux pour mieux nous isoler les uns des autres.

Au « sommet social », il n'a

même pas été question des salaires et la proposition de favoriser l'embauche de 250 000 jeunes qui en est sortie renforcera encore la jungle des statuts bidons qui permettent au patronat d'utiliser une main d'œuvre presque gratuite par le biais des avantages fiscaux et des aides à la « création d'emplois ».

Ce qu'on appelle le « malaise social » est parfaitement résumé dans ces deux positions.

Les préméditations de Juppé

Bien entendu, les restructurations industrielles, les nouveaux modes de gestion du personnel, l'éclatement des statuts sociaux et la réduction des coûts de production n'ont pas attendu Juppé ou Chirac pour être mis en œuvre.

Depuis 1973, tous les gouvernements se sont appliqués à adapter le capitalisme à la française au marché mondial.

Les résultats sont connus et explicites.

D'un côté des taux de profits et des bénéfices boursiers à la hausse, de l'autre le chômage, la misère et la précarisation pour tous.

Il fallait bien qu'à un moment ou à un autre cela s'exprime et depuis deux ou trois ans les indicateurs sociaux passaient de plus en plus souvent au rouge.

Si le nombre de grèves était réduit, il n'empêche que, depuis 1990, un certain nombre de conflits du travail ont exprimé un radicalisme surprenant. D'autant plus qu'il s'agissait d'actions isolées.

Par ailleurs, il était devenu évident que la classe politique vivait en vase clos, complètement coupée des réalités sociales et intéressée seulement à plaire au marché mondialisé.

Il est certain que Chirac a surfé sur cette lame de fond qui se préparait et l'a utilisé pour se propulser au pouvoir.

Il lui restait à trouver les moyens de désamorcer les tensions sociales qui n'arrivaient même plus à être contenues par une campagne électorale mar-

quée par un nombre record de grèves et de revendications.

Ayant pris conscience de cette situation et contraint à accélérer les réformes des services publics pour que la « France » reste compétitive, le gouvernement a probablement décidé de choisir le moment d'une rupture sociale devenue inévitable.

Cela seul explique la multiplication des provocations à l'encontre des fonctionnaires qui ont été traités de privilégiés et de nantis par des ministres et de hauts responsables politiques depuis plusieurs mois.

Par ailleurs, la caricature de concertation qui a soi-disant préparé la réforme de la protection sociale ne pouvait que provoquer la colère et la révolte contre les méthodes employées car elle méprisait totalement l'avis et l'existence même des syndicats de salariés.

Enfin, la manière dont le gouvernement a annoncé le contrat de plan S.N.C.F. ainsi que la modification de la gestion et des modes de calcul des retraites des fonctionnaires sont autant d'autres provocations qui ont mis tous les « partenaires sociaux » devant le fait accompli.



Un calcul cynique planté par une erreur d'analyse !

Cet ensemble de faits ne peut être dû au simple hasard.

Le gouvernement a délibérément concentré et accumulé les attaques contre les fonctionnaires. Il s'agissait bien de déclencher et de susciter une réaction de la part de catégories sociales précises, au moment qui semblait le mieux convenir pour le pouvoir.

Le calcul était simple et cynique et misait sur une opposi-

tion entre travailleurs du privé et travailleurs du secteur public qui lui permettrait de briser les dernières résistances d'un milieu professionnel encore relativement structuré. Beaucoup pensaient que le personnel s'était globalement soumis à l'idée des privatisations et qu'il n'y aurait qu'une résistance d'arrière garde, isolée dans la société.

Il est vrai que l'idéologie dominante a toujours diffusé l'idée que les travailleurs du public ne font rien, qu'ils ont des avantages incroyables et la fameuse garantie de l'emploi.

(Suite en page 2)

DES MINEURS BRITANNIQUES AUX CHEMINOTS FRANÇAIS

L'originalité de la situation aujourd'hui n'est pas seulement que la grève reprenne ses lettres de noblesse, qu'elle apparaisse de nouveau comme un moyen de lutte de masse, c'est que la classe ouvrière fasse de nouveau sentir que sans elle rien ne marche. Les huissiers, les antiquaires, les contractuelles, les boutiques de fringues dans le vent, et combien d'autres, peuvent cesser de travailler, notre vie n'en sera pas affectée; mais lorsque la classe ouvrière s'arrête, tout s'arrête. Il était temps que la bourgeoisie, comme le prolétariat, se remettent en mémoire cette vérité première un peu oubliée. Si le secteur privé ne s'est, pour l'instant, que très peu impliqué, la masse de la population qui ne fait pas grève semble avoir littéralement délégué aux grévistes la défense de droits et d'acquis qui sont perçus comme communs, et trop souvent attaqués.

Le tissu social se désagrège, des quartiers entiers partent à la dérive, des millions de personnes sont littéralement rejetées de la société; depuis vingt ans les acquis sociaux sont inexorablement rognés, les prélèvements obligatoires effectués sur les revenus salariaux augmentent sans cesse tandis que les revenus financiers montent en flèche.

**Le caractère global
et inexorable
de la compétition
présente et à venir**

Mais Raymond Barre appelait, il y a un an, à ne pas tomber dans des « excès de sensiblerie sociale » et se demandait si les « Français sont prêts à l'effort d'adaptation soutenu qui s'impose à eux » (Faits & Arguments, septembre 1994). Les Français, demandait-il encore, « sont-ils conscients des défis qu'apporte à leur pays et à eux-mêmes le caractère global et inexorable de la compétition présente et à venir ? »

(Suite en page 8)

T 2137 - 1023 - 10,00 F



Bilan du mouvement social de novembre et décembre 1995 Rien n'est fini, mais tout commence...

(Suite de la une)

A l'opposé, il est admis que dans le privé, on travaille dur, que les salaires se méritent et que l'on est toujours sous la menace d'un licenciement.

Cette opposition a longtemps été entretenue et partiellement vécue comme cela par le plus grand nombre.

Sauf que vingt années de reculs sociaux sont passées par là.

Depuis longtemps déjà, les méthodes de gestion et de rendement du privé sont introduites aux Télécom, aux P.T.T., à E.D.F., à la S.N.C.F. et dans toutes les administrations.

Depuis longtemps, les précaires ont envahi la fonction publique par le biais des C.E.S., des C.D.D. et autres statuts assassins.

Depuis longtemps, les enfants des fonctionnaires sont des précaires et végètent à 2 500 francs par mois comme les enfants des salariés du privé.

Depuis longtemps, les salariés du privé ont compris que cela allait aussi de mal en pis dans la fonction publique, parce que leurs enfants, cherchant à fuir les conditions de travail du privé, frappent en vain aux portes des administrations.

Depuis longtemps, l'université est l'antichambre de l'A.N.P.E.

Depuis longtemps, la précarité est vécue au quotidien par l'ensemble de la classe des salariés, directement ou indirectement.

Depuis longtemps, il n'y a pas une seule famille qui ne connaisse parmi ses proches quelqu'un au chômage, en C.I.E., en C.E.S. ou au R.M.I.

La généralisation de la précarité est réalisée et intégrée dans la

conscience de toutes les couches de salariés comme étant la normalité imposée par le système.

Salariés du public et du privé, même classe, même combat !

La donnée nouvelle de la lutte de classes d'aujourd'hui est à chercher dans cette homogénéisation du monde du travail construite sur le fait que, quelque soit notre statut dans le processus de production, que ce soit dans le public ou le privé, nous ne sommes rien d'autre que des pions qu'on presse et jette après usage.

Ce n'est sans doute pas une idée nouvelle pour des révolutionnaires, mais nous devons assimiler et percevoir les conséquences qui découlent de cette situation.

C'est à cette réalité que Juppé s'est heurté.

Il pensait que, comme en 86, pendant la grève des cheminots, les « usagers des transports », comme ils disent, allaient se retourner contre « ces privilégiés de fonctionnaires » de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P. Sauf que dix années se sont écoulées...

C'est le contraire qui s'est passé parce que les « usagers des transports » sont d'abord des salariés qui se sont reconnus et identifiés dans les refus des grévistes.

Leur lutte était aussi la leur. La solidarité avec les grévistes a été impressionnante, même après trois semaines de marche à pied.

En fait ce conflit a matérialisé le fait que les conditions de travail et de vie, c'est à dire la réali-

té de l'exploitation capitaliste, était la même pour tous, quelque soit le statut que nous ayons et dans lequel voudrait nous enfermer la classe dominante.

La force et l'intérêt de ce mouvement ont été de permettre cette prise de conscience, de briser les clivages privé et public et de bousculer ainsi les corporatismes.

C'est ce qui s'est exprimé à travers le slogan « Tous ensemble, tous ensemble, ouais ! », repris par tous les cortèges, dans toutes les villes.

Les travailleurs se parlent et pensent à leur avenir !

Ce que n'avait pas prévu Juppé, c'est qu'à force de nous répéter qu'il faut se plier aux évolutions du marché, à la concurrence internationale, qu'il n'y a pas d'autres choix, etc., ils distillent, lui et ses semblables, l'idée que les solutions aux problèmes sociaux ne peuvent être que générales et que c'est l'organisation globale, le fonctionnement et la finalité de la société qu'il faut repenser.

En un certain sens, en se présentant comme les champions du changement et de la modernité luttant contre l'archaïsme et l'immobilisme des travailleurs assis sur leurs acquis, Juppé et les autres, au delà du fait qu'ils nous prennent pour des imbéciles, ont remis au goût du jour l'idée de la nécessité d'une transformation radicale de la société, stimulé le besoin de justice sociale et permis une réappropriation des concepts révolutionnaires.

Face à l'ampleur des enjeux et au niveau où sont posés les problèmes par le pouvoir lui-même, l'idée qu'il fallait agir tous ensemble et de manière coordonnée pour s'opposer aux mauvais coups de l'État a fait son chemin et le mot d'ordre de grève générale s'est imposé de lui-même.

Il est significatif que jamais les confédérations syndicales C.G.T. et F.O. n'ont pas vraiment cherché à populariser le principe de grève générale, même au plus fort du mouvement.

Ce sont les travailleurs, à la base, dans les assemblées générales, qui ont lancé ce mot d'ordre, parce que pour eux il était évident qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'imposer un rapport de forces.

Désormais, il est possible de parler de grève générale ainsi que des stratégies et des tac-

tiques pour que les conditions de sa mise en pratique soient réalisées.

Les assemblées générales souveraines !

C'est que les grèves et les manifestations ont permis les échanges, les débats et les confrontations sur tous les sujets. Il y en a même qui ont découvert les anars à cette occasion !

Au cœur de ce mouvement, il y avait les assemblées générales.

Elles seules étaient décisionnelles et souveraines. Cela a été la règle partout et dans tous les secteurs en grève.

La raison en est simple : c'était la condition sine qua non pour réaliser l'unité la plus large possible, pour faire en sorte que l'avis de chacun soit pris en compte, syndiqué ou pas.

Etonnant aussi, aura été cette volonté d'échanger et de matérialiser la solidarité interprofessionnelle en invitant des camarades grévistes aux assemblées générales.

C'est ainsi que des cheminots ont été applaudis aux A.G. d'étudiants, que les instituteurs ont cassé la croûte avec les agents d'E.D.F., etc.

Etonnant aussi les réactions de grévistes qui préféraient et conseillaient la grève à des délégations de salariés d'entreprises non grévistes venus apporter leur soutien et de l'argent en solidarité. Les échanges sur la situation propre à chaque entreprise étaient souvent riches et pertinentes.

Etonnant aussi cette capacité des grévistes à gérer leur entreprise en décidant, qui de trier le courrier des A.S.S.E.D.I.C. pour ne pas bloquer les chèques des chômeurs, qui de basculer le tarif E.D.F. de nuit en plein jour, qui de ramasser les ordures d'un quartier populaire pour faire la nique aux entreprises privées qui nettoient les beaux quartiers, qui d'organiser des cours sur la place publique pour prouver que les savoirs doivent être disponibles et accessibles à tout le monde, etc.

Cette capacité d'auto organisation, de gestion directe de la production en fonction de seuls besoins sociaux est à mettre en avant et à favoriser.

En germe et de manière très concrète, cela prouve qu'il est possible pour les travailleurs de gérer leurs affaires eux-mêmes.

C'est cela aussi l'enseignement de cette grève.

Tout cela, Juppé ne l'avait pas prévu et cela fait peur à beaucoup de monde, y compris aux bureaucraties syndicales.

En janvier 96, le combat continue !

Pour étouffer un mouvement d'une telle profondeur, comme l'a été celui de décembre 95, il faudrait pouvoir satisfaire au moins une partie des revendications et faire en sorte qu'une ou des organisations en prennent le contrôle.

Pour le moment, il paraît impossible à Juppé ou à quel-

qu'un d'autre de répondre aux aspirations populaires.

Les seules choses que nous ayons vues et entendues, c'est qu'il était hors de question de toucher aux salaires et aux réformes dictées par ordonnances.

Les négociations annoncées par branches professionnelles, sur les retraites des fonctionnaires, sur le contrat de plan S.N.C.F. et sur le temps de travail ont toutes les chances de n'être que de la poudre aux yeux, tant les classes dominantes sont bien décidées à imposer leurs choix.

Il devrait y avoir des mouvements de grève dans le privé comme dans le public.

Le premier trimestre risque fort d'être marqué par une succession de conflits, de manifestations et d'actions qui continueront à diffuser et à préparer un mouvement social de grande ampleur, une vraie grève générale, seule capable de peser dans la balance.

Quand à une prise de contrôle de ce mouvement social par une organisation politique ou syndicale, elle ne sera pas facile.

En effet, la force de celui-ci a reposé sur l'unité d'action à la base, dans les assemblées générales.

Et c'est parce que la C.G.T., F.O. et les autres se sont soumis à cette volonté d'unité d'action et qu'ils ont reconnu la prédominance des A.G. qu'ils sont restés crédibles auprès des salariés.

C'est pour cela que les coordinations n'ont pas été nécessaires et auraient même été des facteurs de division.

Là aussi, beaucoup de choses ont changé.

Il y a une maturité certaine des travailleurs due à l'élévation générale des connaissances, à l'expérience acquise et transmise comme quoi il faut se méfier des bureaucraties syndicales et politiques, à la volonté de maîtriser sa lutte d'un bout à l'autre, à une détermination et une solidarité construite sur le fait que beaucoup de choses se jouent en ce moment.

Il y a toutes les raisons de penser que cette situation favorisera la diffusion des idées révolutionnaires.

Rien n'est fini et tout commence...

BERNARD
(Groupe Déjacque - Lyon)

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Routage 205 - La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

C'est la lutte... Et ce n'est pas fini !

TROIS SEMAINES PLEINES de luttes, de manifestations monstres, un esprit de révolte incroyable qui pousse les derniers « irréductibles » à refuser la reprise du travail : nous avons vraiment vécu dans les chemins de fer un mois de rêve qui nous laisse légitimement penser que, pour longtemps, plus rien ne se fera jamais comme avant. Les résultats sont là : gel et renégociation du contrat de plan, maintien du calcul du montant et des conditions de départ en retraite, négociation salariale en 96, gel des suppressions de postes, gel des restructurations et filialisations et même la démission de Bergougnoux que personne n'avait demandée. Oui, il est juste de dire que nous avons remporté une belle victoire, mais il est aussi évident que la bourgeoisie, Juppé en tête, n'a pas reculé beaucoup et notamment pas sur le régime général de la sécu, ce qui doit nécessairement nous inciter à préparer de nouvelles luttes. La bourgeoisie n'est pas à genoux, elle se prépare même encore à frapper.

C'est la lutte... On a gagné ?

Dans les assemblées générales, dès le 14 décembre, cela sentait bon la reprise : les brillants camarades de la C.F.D.T., ces infatigables « lutteurs » de classe, laissaient le « libre choix » aux cheminots de la poursuite du mouvement. Comme si nous les avions attendus pour savoir ce qu'il fallait faire ! Ces « camarades », pourtant présentés par les médias comme des « opposants » à Notat, estimaient qu'il y avait des engagements solennels du gouvernement devant les français, et que donc on n'oserait pas mentir au bon peuple en revenant sur les promesses. Pour les cheminots, le problème était clair : on n'arrête pas une grève de trois semaines sans engagements chiffrés et écrits, en conséquence les A.G., à l'exception de Strasbourg, reconduisirent la grève. Le 14, toujours à 21 h 15, tombait la lettre du ministre des transports, qui s'engageait sur tous les points de revendication des cheminots, sauf la reprise de la dette de 175 milliards de francs. A ce point là, les jaunes pâles étaient soulagés et pouvaient appeler fermement à la reprise du travail, estimant avoir « gagné » une lutte que d'autres avaient menée. Le résultat, tout le monde le connaît déjà : une reprise timide, entravée par la conscience d'avoir peu obtenu par rapport à ce qu'il était possible d'obtenir, par les remords aussi d'abandonner les copains des autres boîtes, les chômeurs rencontrés dans les manifs, les étudiants qui s'étaient chargés de remplir les caisses de grèves.

Ainsi le réseau ne fonctionnait réellement que le lundi 18 décembre, le Midi, Rouen et quelques autres restaient encore presque une semaine en grève avec occupation.

En somme, cette « belle victoire » a laissé un goût amer aux cheminots, mais tout n'est pas fini... loin de là. Le mardi 19 décembre, partout où cela était possible, les syndicats rencontraient les directions régionales S.N.C.F. qui annoncèrent clairement la couleur : pas question de revenir sur les suppressions de postes envisagées avant la lettre du ministre, le contrat était gelé jusqu'au 30 avril, mais le lendemain, c'est le même que la S.N.C.F. entend appliquer. Dans ces conditions, un préavis de grève, commençant le 24 décembre au soir, était déposé pour une durée illimitée. Le lendemain, les directions reculaient sur la question des suppressions de postes et des restructurations d'établissements, laissant les choses en l'état.

Et la généralisation des grèves, alors !...

On a beaucoup parlé de la grève par procuration du secteur privé, parfois avec une bonne dose de complaisance. Si ce phénomène a réellement existé, il convient de le relativiser et surtout de le replacer dans son contexte réel. En effet, on peut constater que dans pas mal d'endroits, il n'y eut pas « procuration » parce que les salariés sont descendus ensemble dans la rue dès le 28 novembre et y sont restés. En Rhône-Alpes, c'est Grenoble qui a le mieux donné ce genre d'exemple ; dès le 28 novembre, la plupart des grandes entreprises réputées modernes de l'agglomération étaient dans la rue pour ne plus en sortir, pour reprendre en tout cas plus tard que les chemins de fer. Bien sûr, là comme ailleurs, ce ne fut pas un produit du hasard, mais la volonté acharnée de travailleurs, militants syndicaux ou non, de donner un sens à la révolte des salariés excédés par l'injustice de cette société.

Pourtant, nous avons tous pu le constater, il y eut pas mal d'endroits où la grève n'a pas pris. Cela s'expliquerait aisément par l'action des jaunes, C.F.D.T. en tête, mais ce serait insuffisant pour comprendre comment un mouvement aussi généreux, qui n'écouait pas, au moins jusqu'aux derniers jours, les briseurs de grève, a pu hésiter tant que finalement la moitié au moins de ceux qui auraient pu être là sont restés sur le chemin. Disons le tout net : des années de pratique de la bureaucratie syndicale ont plus sûrement ralenti la contestation que tous les parasites mal intentionnés qui y grenoillaient. Ainsi, à la C.G.T., ceux qui ont vécu la plus belle grève de leur vie engragent que dans les U.D., les U.L., on ait attendu parfois une semaine ou plus pour sortir ne serait-ce qu'un tract, que Vianet et les permanents à vie du bureau confédéral aient hésité une semaine et demi pour parler (du bout des lèvres) de généralisation du conflit. Dans les boîtes aussi, les délégués sabotèrent la lutte, à Chambéry, par exemple, les irresponsables syndicaux de la C.P.A.M. déposèrent un préavis de grève de deux heures... alors que l'assemblée générale avait décidé la grève totale reconductible ; mais, ces « camarades » trouvaient cela irréaliste. A Renault Véhicules Industriels, toujours à Chambéry, les syndicalistes félicitaient les cheminots venus distribuer des tracts mais il ne leur est jamais venu à l'idée d'organiser une A.G. pour savoir ce que voulait une population de métallos pourtant réputée pour sa combativité.

On peut tourner le problème dans tous les sens, il restera toujours que même si un mouvement est spontané, avec toutes les qualités que cela suppose, si le syndicalisme reste ce qu'il est, c'est à dire en grande partie un mouvement de partenaires sociaux sans projet social révolutionnaire, il sera impossible de dépasser le stade contestataire de la grève pour qu'elle devienne gestionnaire. Rien n'est fini, comme prévu les bourgeois s'apprêtent à nous remettre le couvert et la victoire des salariés dépendra de leur état de préparation.

C'est la lutte... et nous devons gagner !

LAURENT

Le profit ou comment capter les ressources des autres.

FORCE DE METTRE l'accent sur les mutations du capitalisme, on en oublie parfois les caractéristiques fondamentales dont les formes seules ont changé. Tel est bien le cas du profit. Depuis Marx et Proudhon, les révolutionnaires ont vu dans le profit une extraction de plus-value. En clair, la valeur produite du travail est supérieure à la valeur reconnue et payée du travail nécessaire. Le profit s'installe donc dans cette tension entre la valeur du produit ou d'une prestation (prix) et la valeur du travail nécessaire à sa production (salaires).

Or la valeur ne possède pas de détermination naturelle. Au contraire, elle est historique, politique et fait l'objet d'un conflit incessant qu'est la lutte des classes.

Le profit est toujours issu de cette tension. Il résulte soit d'une sous-rémunération du travail des autres (exploitation), soit d'une sur-rémunération de son propre travail. Si le premier cas semble assez clair, le deuxième nécessite d'être explicité. On passe, entre les deux, du marché du travail au marché des biens et services. Sur le premier, on y perd en tant que salarié ; sur le deuxième, on y perd en tant que citoyen-consommateur. Les deux sont liés car, pour un groupe d'employeurs, sous-rémunérer le travail des autres, c'est sur-rémunérer le sien sous la forme d'une plus grande marge. Les professions libérales et les indépendants sont souvent dans ce deuxième cas de sur-rémunération du travail. C'est ce qui fait qu'on n'arrive plus souvent à faire un lien logique entre le produit ou la prestation et son prix.

Il faut bien voir que le profit n'est autre que le revenu du capital (c'est à dire du travail de mise à disposition du capital par les entrepreneurs ou prêteurs) alors que le salaire est le revenu du travail. D'où leur évolution généralement inverse : quand les uns s'enrichissent, les autres voient leur situation se dégrader. Souvent, d'ailleurs, comme salarié - baisse relative des salaires - et comme consommateur - augmentation des prix - car 85% des ménages consommateurs sont des ménages salariés.



Il s'agit donc toujours de pouvoir et d'inégalité. Le profit se base sur une appropriation individuelle, une captation de ressources produites au détriment des autres.

Il est le lieu même des rapports de force fondamentaux pour le partage des richesses. Il reste le principe même, inchangé et identifiant, de notre organisation sociale. Ce qui a changé, c'est le mode de captation du profit car les processus de production se sont modifiés. Mais qu'un entrepreneur produise du jambon en embauchant des ouvriers-charcutiers ou qu'il vende de la formation en embauchant des formateurs, le profit reste la finalité et le principe structurant de la production. La difficulté à cerner qui s'accapare et comment se constitue le profit dans notre système n'emporte pas que le capitalisme serait devenu « organisationnel » et non profit-orienté. Les bonimenteurs nombreux de ces aberrations laissent une illusion s'installer qui leur profite clairement pour dissimuler les rapports de production réels.

Simplement, on peut dire que le profit n'est plus basé nécessairement sur le produit et que ses supports se sont diversifiés. Ainsi les profits financiers donnent l'impression de se faire sur du vent. En fait, les profits augmentant depuis 15 ans, ceci implique une baisse relative des salaires et de la consommation. Il faut alors trouver d'autres supports que le produit. C'est ainsi que les profits se sont dirigés vers la finance ou leur support est la vitesse, le temps et l'information. Le capitalisme produit tout cela. Un fax pro-

duit du temps et de l'information.

Mais les produits financiers (plus-value d'actions ou d'obligations, plus-value sur le change ou les intérêts...) ne sont jamais déconnectés totalement des profits réels, productifs.

L'action d'une entreprise peu rentable n'est jamais forte sauf si on a produit des rumeurs ou des incertitudes, ce que font principalement les marchés. C'est cela d'ailleurs qu'on appelle la bulle spéculative : d'immenses profits non réinvestis vont mener à une surévaluation manifeste des actions et du capital des entreprises jusqu'au jour où cela devient évident et que la bulle... éclate. On parle alors d'un krach boursier.

Ainsi, ce qui peut se passer sur les marchés financiers se retraduit aussi dans le monde réel. Une spéculation contre telle monnaie va induire une dépréciation du travail des travailleurs en question puisqu'elle forcera, par exemple, à travailler plus pour la même valeur. On en revient toujours au fait que le profit est la captation des richesses des autres. C'est pour cela que pendant longtemps la guerre et l'esclavage ont suffi pour cela.

Le capitalisme a déplacé sur les marchés et dans les rapports de force économiques la lutte pour la captation des richesses d'autrui.

Ceci dit, la guerre peut toujours servir quand les marchés ne suffisent pas à imposer ces rapports de force, ce qui a été souvent le cas du pétrole.

C'est justement pour cela que nous sommes contre le profit, car il est toujours la captation violente des ressources des autres, il est toujours un vol, ce qui est aux antipodes de ce que nous voulons : une répartition collective, juste et égalitaire des richesses.

CHRISTOPHE
(Groupe Malatesta - Angers)

**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
SYNDICAT DE L'ÉDUCATION ESSONNE**

3, rue de l'école 91000 EVRY

Le 4 pages de décembre 95-janvier 96

de «CNT Education 91» est sorti.

Ecrivez-nous pour l'obtenir gratuitement.

(Les soutiens financiers sont bienvenus)

Vous trouverez au sommaire : Collectif anti-inspection - Chefs d'établissements - Land and Freedom - A lire, à boire et à manger - Anticléricalisme primaire - Fac d'Orsay en lutte - Sécurité sociale.

NIGÉRIA

TERRE ROUGE ET OR NOIR

L'ignoble exécution, le 10 novembre dernier, de neuf opposants illustre dramatiquement l'étroite corrélation entre écocide et tyrannie ainsi que l'hypocrisie foncière de la diplomatie mondiale. Que les trusts, pétroliers ou autres, privilégient les états de siège aux états d'âme, nous le savons depuis belle luret-

Shell érigea son premier puits en 1958 dans le village d'Oloiboro, qui compose avec soixante et une autres communes le district d'Ogbia, au cœur du delta du Niger. Aujourd'hui, le hameau qui symbolise l'absurdité criminelle d'un mode de développement insoutenable ne dispose ni d'eau potable, ni d'électricité, ni de voies de communication aisément praticables. Selon le chef de la région, E.T. Nathan, deux reliquats rappellent l'activité de jadis : les installations à l'abandon et les sols contaminés par la compagnie néerlandobritannique.

Sans vergogne

Face au golfe de Guinée se concentre l'essentiel (environ 90%) de la production d'or noir extraite du sous-sol nigérian, dont 40% coulent vers les États-Unis et l'Europe. L'embouchure du Niger est ceinturée par des forêts de mangroves, des marais d'eau douce, des étendues d'une végétation luxuriante, différents types de savanes ; des espèces animales rares s'y nichent. Au fil des ans, la recherche du précieux liquide (particulièrement apprécié en raison de sa faible teneur en soufre) a gravement endommagé l'espace vital de minorités telles que les Urhobos, les Ijaws, les Isokos, les Kalabaris et les Ogoms. Elles subsistaient traditionnellement grâce à la pêche, l'agriculture et la fabrication de l'huile de palme. Pour Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986, qui a fui son pays en novembre 1994 après la confiscation de son passeport, le projet d'immersion de la plate-forme Brent Spar en mer du Nord est « une bagatelle » en comparaison avec les événements en terre ogonie où règnent désolation et répression. Les fuites dans les pipelines rouillés souillent le sol sur une bande de 6 200 kilomètres, les champs de gaz naturel non utilisés et les raffineries dépourvues de filtres répandent quotidiennement 40 millions de mètres cubes de particules nocives comme le CO₂ dans l'atmosphère, générant des pluies acides qui rongent les toits métalliques des écoles et logis, provoquant chez les autochtones des infections pulmonaires et des maladies de peau. Les résidus chimiques polluent irrémédiablement maints cours d'eau. L'exploita-

tion sans vergogne, tant par Shell que par Agip, Elf-Aquitaine, Mobil, Wilbros... des gisements a également entraîné un déboisement massif. Dans le delta (70 000 km² où elle possède 94 concessions, la firme au coquillage jaune assure 17% de sa production mondiale. Avec ses 290 000 barils (1) par jour (sur les 2 millions remontés à la surface), elle apparaît comme un acteur de poids dans l'État africain le plus peuplé où elle a engrangé plus de 30 milliards de dollars.

Les Ogonis se dotèrent, le 26 août 1990, d'une structure organisationnelle, le *Mosop*, capable de les représenter efficacement et de porter leurs revendications devant les instances internationales. 500 000 personnes appartiennent à cette ethnie qui survit dans un périmètre de 650 km². Le *Mosop* milite activement pour le droit à l'autodétermination, la disposition des ressources se trouvant sur son territoire (si les Ogonis en tiraient les bénéfices, leur richesse équivaldrait à celle des émirs koweïtiens !) et la jouissance de prérogatives culturelles, également niées par le gouvernement central d'Abuja. Le 31 octobre 1990 se déroula à Umucchem (à 37 km de Port-Harcourt) une imposante manifestation de jeunes s'insurgeant contre la destruction de l'environnement par les compagnies pétrolières. En six jours, les commandos spéciaux de la police, transportés par des bus de Shell, rasèrent 495 habitations et massacrèrent sauvagement 41 personnes, dont le chef Alexander Ordu. Pour Nelson Igbunefu, son successeur à la tête de la petite communauté, « Shell nous a volé la nuit » (2).

Le 21 mai 1994, Albert Badey, Edward Kobani, Samuel Orage et Théophilus Orage, quatre Ogonis « modérés », tombèrent à Gokana dans des conditions non élucidées. Furent-ils lynchés par des étudiants excédés ou tués par les soudards de l'Internal Security Task Force, véritable « escadron de la mort » (400 assassins en uniforme !) commandé par le sanguinaire major Paul Okuntimo, peu regardant lorsqu'il s'agit d'accomplir les basses besognes ? Le despote Sani Abacha, au pouvoir depuis le 17 novembre 1993, saisit le prétexte pour procéder à l'arrestation, le 22 mai 1994, de Kenule Saro-Wiwa et de plusieurs de ses amis. Dans les semaines qui suivirent, des

dizaines d'hommes succombèrent sous leurs coups, des femmes et des fillettes furent violées, des maisons et des plantations décimées. 80% des Ogonis sont analphabètes. Selon *Amnesty International*, l'armée et la milice ont détruit 126 villages, tué au moins 4 000 personnes, poussé plus de 80 000 à l'exode.

L'engagement de Ken Saro-Wiwa aux côtés de ses frères ogonis, sa dénonciation d'une clique corrompue si complaisante tant avec les narco-trafiquants qu'avec les dévastateurs de la nature avaient peu transformé le cinéaste, écrivain et éditeur, auteur de vingt-deux ouvrages, en un gêneur à éliminer coûte que coûte. Refusant désormais toute compromission avec les potentats, l'ancien administrateur du port aux pétroles à Bonny ressentit comme un affront que Sani Abacha lui proposât, avant son putsch, un poste ministériel au sein du futur conseil provisoire de gouvernement. La fondation *Right Livelihood Award* du suédois Jakob von Uexkull lui décerna, en octobre 1994, le prix Nobel alternatif.

« 204 manières de tuer »

Les 30 et 31 octobre dernier, à l'issue d'un procès que l'avocat Femi Falana qualifia « d'inquisition » et de « parodie », un tribunal d'exception de Port-Harcourt condamna Ken Saro-Wiwa, Barimem Kiobel, John Kpuien, Baribor Bera, Saturday Dobe, Nordu Eawo, Daniel Gbokoo, Paul Levura et Félix Nuate à la peine capitale. Vingt-sept autres activistes risquent un sort identique. Selon certaines sources, Shell aurait soudoyé pour 7 500 F.F. Charles Suand Danwi et Naayone Nkpah, deux témoins à charge, en leur promettant un poste bien rémunéré s'ils acceptaient de déposer contre Ken Saro-Wiwa. Les tardives protestations ne servirent à rien. Ken-Wiwa, le fils du poète, effectua le voyage depuis Londres (où il vit exilé) vers Auckland (Nouvelle-Zélande), dans l'espoir de gagner Nelson Mandela pour une intervention énergique auprès de Tomi Ikimi. Le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth, sous l'égide de la Queen Elizabeth II. Le président sud-africain fit savoir à Ken-Wiwa qu'il préconise « la diplomatie discrète ». Le type d'attitude qui avait permis à l'apartheid de perdurer de 1948 à 1991 ! A plusieurs reprises, Ken Saro-Wiwa avait tracé un parallèle entre les discriminations dont souffrent les Ogonis et celles qui, de Prétoria au Cap, privèrent la majorité

noire des attributs liés à la citoyenneté.

La suspension pour deux ans du Commonwealth et la menace d'une radiation de l'organisation, si la démocratisation du Nigéria n'intervenait pas d'ici 1997, n'impressionneront guère le général Abacha qui ne devrait pas non plus redouter un embargo pétrolier. La compagnie nationale N.N.P.C. possède 58% des parts provenant de la manne du brut. 80% des recettes budgétaires étatiques, 92% des rentrées de devises en dépendent. La France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Italie s'opposent farouchement à des sanctions économiques. « *Business as usual, pour la prospérité des multinationales, la bénédiction de la dictature militaire, la dévotion de la société industrielle* » (3). Le communiqué final du sommet francophone, début décembre à Cotonou (Bénin), évoqua en une phrase la situation nigériane il suffit de songer combien peu la France contribue à une démocratisation authentique sur son « *pré carré africain* » pour jauger la valeur d'une vague déclaration sur les Droits de l'Homme : même pas un vœux pieux, une indignité diplomatique de plus ! Le gouvernement « tory » britannique contourna au moins une trentaine de fois l'embargo sur les ventes d'armes décrété par l'Union européenne. Depuis 1960, année de l'accession à l'indépendance du Nigéria, jusqu'en 1993, « aucune contrée d'Afrique ne fut à ce point gavée d'armes allemandes », s'insurge Jürgen Grässlin du bureau d'informations sur l'armement (4).

Rainer Winzenried, porte parole de Shell pour l'outre-Rhin, a réitéré le 13 novembre le cynique credo formulé en octobre par Alen Detheridge, manager pour le Nigeria à Londres : « *Nous ne nous immisçons pas dans la politique* ». Surtout lorsque les dirigeants leur laissent quasiment carte blanche et servent leurs intérêts commerciaux ! « *Ce n'est pas notre affaire !* », lâcha Cornelius Herkströter, le P.D.G., dans une interview du 5 novembre au journal d'Amsterdam *De Volkskrant*. Le 26 octobre 1995, Shell avait reçu en Allemagne le « Prix du marketing alternatif » (attribué il y a trois ans à *Greenpeace*) pour son engagement en faveur de la jeunesse, des personnes âgées et des handicapés, ainsi que pour son travail éducatif dans les écoles en matière de transports ! Shell vient de confirmer qu'elle érigerait à Bonny une usine de liquéfaction du gaz

naturel (coût du projet : environ 22 milliards de francs, le plus lourd investissement jamais lancé en Afrique noire). Selon le militant écologiste anglais Nick Ashton-Jones, Paul Okuntimo lui a révélé avoir perçu des subsides de Shell pour payer ses escouades de la sécurité intérieure. Le journal londonien *Independent* a publié ce mois-ci les instructions (datées du 12 mai 1994) édictées par le brutal lieutenant-colonel, qui s'est vanté par ailleurs de maîtriser « *204 manières de tuer* » (5). Les compagnies américaines Unocal, Texaco, Amoco et française Total se révèlent, elles, complices de la tyrannie du Slore, la junte birmane (6).

Le 5 décembre 1995, plus de 500 personnes manifestèrent dans la ville d'Ife située dans le sud-ouest, à l'appel de *National Conscience* ; le 19 décembre, en dépit de l'interdiction de rassemblement, 3000 se réunirent à Lagos (7), sous la bannière de la coalition national-démocrate (Nadeco). Ulrich Delius, de la *Société pour les peuples menacés* de Göttingen (Basse-Saxe) met le doigt sur la plaie « *tant qu'elles n'atteignent pas le pas de notre porte, nous ne nous préoccupons guère de la destruction de l'environnement et des attentats aux Droits de l'Homme. Le cas des Ogonis est exemplaire de la situation catastrophique des autochtones sur toute la terre* » (8).

Notre planète compte environ 5 000 ethnies (300 millions de personnes). « *Est-ce que quelqu'un nous écoute ?* », avait écrit Kenule Beeson Saro-Wiwa dans son volume *Similia* de 1991. Ce cri vaut également pour les pygmées du Cameroun, les Penans du Sarawak (Malaisie), les indiens d'amazonie, Les Kurdes, les Samens (Laponie).

RENÉ HAMM

- (1) Un baril équivaut à 15,8 litres.
- (2) Hebdomadaire *Der Spiegel* du 9 octobre 1995.
- (3) Bartholomäus Grill dans la *Tageszeitung* du 4 décembre 1995.
- (4) *Die Tageszeitung* du 15 novembre 1995.
- (5) Film de Glenn Ellis « Mort dans le delta du Niger », diffusé le 18 décembre 1995 dans le magazine *Tele-Globus* (Sudwest Drei, chaîne régionale allemande captée en Alsace).
- (6) Le mensuel *Silence* (9, rue Dumenge - 69004 Lyon) consacra dans son édition de février 1996 un important dossier à la Birmanie et au Nigéria.
- (7) Plus importante métropole du pays. En 1983, Abuja devint la capitale.
- (8) Quotidien *Frankfurter Rundschau* du 5 décembre 1995.

Rectificatif : Dans l'article « C.F.D.T. : DIS AU REVOIR A LA DAME » (*Le Monde libertaire* n° 1021 du 14 décembre 1995), il fallait lire « Claude (et non Lucien) Neuschwander, repreneur de Lip. »

NOUVELLES DE RUSSIE

ПРЯМОЕ ДЕЙСТВИЕ

LA DERNIÈRE ÉTAPE de l'offensive des classes dirigeantes sur les droits et conquêtes des travailleurs approche de sa fin. En Russie, le partage primaire de la propriété d'Etat entre les cliques bureaucratiques et bourgeoises s'achève, et une lutte aiguë pour sa redistribution commence. En Biélorussie et en Ukraine, le processus de privatisation bat son plein. En modifiant les formes d'exploitation du capitalisme d'Etat en capitalisme privé-d'Etat, les classes dominantes s'efforcent de rejeter le poids de la crise sur les épaules des salariés. Leur politique est violemment antisociale : hausse ou "libéralisation" des prix, restriction de la croissance des salaires, forte diminution des prestations sociales, entière commercialisation des services publics, suppression d'emplois, augmentation de la discrimination des femmes. Les collectifs de travail sont privés des derniers vestiges de leurs droits ; la dictature de l'administration sur la production devient absolue. La paupérisation des travailleurs atteint des dimensions sans précédents. La croissance des prix dépasse de plusieurs fois l'augmentation des salaires moyens, la sous-

consommation et sous-alimentation chroniques se transforment en norme. Dans tous les Etats héritiers de "l'ex-Union", se produit une concentration du pouvoir dans les mains d'une étroite oligarchie à la tête de laquelle se trouvent des despotes-présidents. La militarisation de la société progresse rapidement et le nationalisme grandit à un rythme inouï. Les droits civiques déjà étriés et la liberté sont restreints. Des cas de répression ont lieu de plus en plus souvent contre les non-conformistes, dont les anarchistes, les écologistes et autres mouvements indépendants.

Pourtant, la détérioration de la situation des salariés ne s'accompagne pas d'une augmentation des dispositions révolutionnaires ou de la radicalisation des manifestations pour ses droits. La majorité des travailleurs reste passive et n'exprime son mécontentement que par le refus de participer aux bouffonnades électorales. Les mouvements sociaux de 1988-1990, avec leur potentiel d'auto-organisation et d'autogestion, se sont dissous, et nombre de leurs leaders ont intégré le système. La lutte gréviste assure, pour l'essentiel, un caractère pure-

ment défensif, et très souvent, les grèves sont menées avec des moyens extrêmement modérés, isolément les unes des autres, et sous le contrôle des anciens et nouveaux syndicats bureaucratiques, qui se font les propagandistes du "partenariat social", refoulent les revendications des travailleurs, et en fin de compte, concluent des accords dans leur dos. Il n'est pas rare que l'administration d'une entreprise, en accord avec les syndicats, utilise la lutte des travailleurs pour des groupes de pression sur les organes du pouvoir.

Le niveau extrêmement bas de la lutte de classes s'explique par l'absence de pratiques d'auto-organisation de longue durée, systématiquement anéanties dans la période de la dictature stalinienne. Prédominant soit un désespoir passif, soit une croyance paternaliste en ce que le remplacement des dirigeants résoudra automatiquement tous les problèmes urgents. Tout ceci apporte des proies faciles aux partis politiques "d'opposition" qui, parvenus au pouvoir, continuent exactement la même politique d'offensive contre les acquis des travailleurs. Les campagnes électorales servent à détourner l'attention des salariés de la lutte directe pour leurs intérêts essentiels, des grèves et protestations, et à transmettre leur destin à une nouvelle clique de démago-politiciens.

La propagation de l'égoïsme et de la scission des travailleurs par des tentatives de corruption de ceux qui sont dans les sec-

teurs de l'économie stratégique-ment importants ou dans des firmes privées, est l'une des méthodes favorites des autorités, en prévention des explosions sociales.

Le chemin vers l'auto-organisation sociale et la révolution sera difficile. De nos jours, c'est l'unique possibilité de faire cesser les souffrances des travailleurs. C'est seulement une lutte résolue, obstinée et quotidienne des exploités dans toutes les sphères où ils se heurtent à la domination et à l'oppression du capital et de l'Etat, une lutte de classes indépendante des organes étatiques, des partis politiques et des syndicats bureaucratiques, qui pourra former en eux les pratiques de l'auto-organisation sociale et l'aspiration à une vie nouvelle libre.

Dans ces conditions de violence offensive des exploités, il est extrêmement important de sauvegarder les intérêts socio-économiques quotidiens des travailleurs. Il est bien évident que les conciliateurs poltrons des syndicats bureaucratiques ne souhaitent pas proposer de revendications salariales élémentaires, ni lutter contre les licenciements. Seuls les syndicats révolutionnaires de travailleurs peuvent remplir cette tâche.

L'urgence aujourd'hui est la création, en Europe de l'Est et en Asie du Nord, d'organisations syndicales qui pourraient faire coïncider la lutte économique quotidienne avec celle pour la préparation et la réalisation de la révolution sociale

universelle. Bien sûr, la création simultanée de tels syndicats est impossible. C'est pourquoi nous sommes pour l'organisation souple d'initiatives autonomes de travailleurs, basées sur les principes anarcho-syndicalistes. De telles initiatives peuvent avoir une totale indépendance organisationnelle ou bien former des fractions anarcho-syndicalistes dans d'autres unions syndicales et comités de grève. Nous sommes pour la création de réseaux des secteurs d'activités, consistant en diverses initiatives syndicales locales, ou n'entrant dans aucune de ces initiatives.

Les revendications essentielles d'aujourd'hui sont : la totale indexation des salaires et prestations sociales à partir du calcul du 1^{er} avril 1991 (c'est-à-dire au moment de la première augmentation des prix) ; le versement à temps des salaires ; la réduction des impôts indirects ; la conservation de chaque emploi et l'interdiction de toute aggravation des conditions de travail ; le rétablissement de tous les droits des collectifs de travail de la période 1987-1990 ; le droit absolu de grève.

Il est indispensable d'entrer de façon active dans chaque conflit du travail, en prenant part aux débats et en défendant ces revendications, en contribuant à la radicalisation des luttes et ce exclusivement dans les formes de l'action directe.

Action directe n° 5, oct. 1995
Traduit du russe.
Relations internationales de la Fédération anarchiste

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ANARCHISME

La Fédération anarchiste organise une série de six conférences. Celles-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Vendredi 5 janvier 1996 : Qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses idées-force, sa spécificité.
- Vendredi 12 janvier 1996 : L'organisation sociale et les fondements économiques d'une société anarchiste.
- Vendredi 19 janvier 1996 : Les anarchistes et leurs organisations.
- Vendredi 26 janvier 1996 : Les anarchistes et le monde du travail.
- Vendredi 2 février 1996 : Anarchisme et féminisme.
- Vendredi 9 février 1996 : Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ?

Ces conférences-débat auront lieu à 20 h, à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M° Luxembourg), 75005 Paris.

Samedi 30/12 à 11 h 30

Rendez-vous sur l'esplanade du Trocadéro pour aller à l'ambassade du Bangladesh soutenir les travailleurs en grève.

Appel de la CNT

L'Awareness League Nigériane, sympathisante de l'A.I.T., recherche du matériel pour son nouveau livre intitulé : « CRITIQUE ANARCHISTE DES DICTATURES MILITAIRES EN AFRIQUE ».

Pour ceci, nous avons besoin de n'importe quelle information, en anglais, sur les dictatures militaires en Afrique.

Le premier livre de l'Awareness League sur l'HISTOIRE DE L'ANARCHISME AFRICAIN sera publié prochainement.

Envoyez toutes les informations dont vous disposez à :

Samuel Mbah

(Ne pas mentionner Awareness league)

P.O. Box 1920

ENUGU, Enugu State (NIGERIA)

Téléfax : 234-42-250167

NOUVELLES DU FRONT

Procès des réfractaires au service national.

Mardi 12 décembre à 14 heures - Cité judiciaire de Rennes.

Ils protestent contre l'obligation nationale, pour un système de défense basé sur la société civile, à l'exemple du Kesseve jusqu'au Chiapas en passant par l'Afrique du Sud et l'Inde de Gandhi.

En Allemagne, la notion de service civil de remplacement a été reconnue en 1960.

En Espagne, à la fin du franquisme, en 1981.

En France, en 1963.

En Angleterre et en Belgique le service national n'est plus obligatoire.

Aujourd'hui, il y a 160 000 postes de service civil en Allemagne, 170 000 en Espagne, 11 000 en France.

Face à la pression des autorités de plus en plus de jeunes sont réfractaires au service, civil

comme militaire : 1 000 personnes emprisonnées en France, plus de 10 000 procès par an. Les causes sont nombreuses : durée double aux objecteurs, contraintes administratives, rigidités de ces mêmes administrations face aux cas personnels (forclusion et autres), refus global du système autoritaire...

Cet état de fait amène nombre de nos concitoyens devant les tribunaux spéciaux, souvent à leur insu.

L'affaire de Younes Fouki, en début d'année, est encore là pour nous le rappeler. Faudra-t-il encore des milliers d'emprisonnés pour que le débat sur le système d'obligation nationale ait enfin droit de citer ?

Mouvement des Objecteurs de Conscience
82, rue Dupont des Loges
35000 RENNES
Tél : 99 31 47 35

Permanences : jeudi - 18 h à 20 h

TARIF DE NUIT

Il y avait le morose et l'ennui, le bitume partout recouvrant les pavés, l'utopie déniée
Il y avait la corbeille de la Bourse, la défiance et la délation, les essais nucléaires, les intégristes de la croix et du croissant

Il y avait de grands massacres au pied du petit écran

Il y avait les sans-abri, les sans-papiers, les sans-avenir, les sans-amis, les sans-un-rond, les sans-un-rêve

Il y eut le pavé retrouvé pour dire non aux fascistes, aux curés, non à l'ordre moral, pour clamer la révolte, le droit au logement, le refus du béton qui pétrifie nos vies
Des banlieues mises au ban se rebellent et rythment d'autres chants

Il y eut au Chiapas le rire des Indiens qui fit tomber la pluie

Et il y a des grèves, parole libérée, des paroles s'échangent, cadences au ralenti, des consciences se découvrent

Il y a des mineurs qui séquestrent, des électriciens basculant les tarifs

Des cheminots en assemblée souveraine

Feux de nuit, feux de jour

Les villes de province qui dansent avec Paris

Il y a des chemins réinventés, des places redevenues publiques, le printemps en hiver au passage du désir, le retour du possible

Il y aura la grève, encore et toujours la grève,

les passions retrouvées et le refus du chantage économique

L'argent devenu inutile, l'extension à tous de tous les privilèges,

l'activité libre et le réenchâtement de la vie

Le jeu, le rire, le rêve.

12 décembre 1995 — Les alchimistes de la rue Pernelle

Rendez-vous

LILLE : RÉUNION D'INFORMATION ET DE BILAN

Le syndicat C.N.T.-A.I.T. de la région Nord appelle à rester mobilisé contre le plan Juppé et invite tous les militants et sympathisants à une réunion d'information et de bilan le samedi 30 décembre, à 15 h, au siège du syndicat, 1-2, rue Denis du Péage, 59800 Lille (M° Faves). Tél./fax : 20 47 62 65.

Afin de réaliser une brochure sur les mouvements sociaux de décembre 1995 contre le plan Juppé, le groupe Alliance de la Fédération anarchiste souhaiterait réunir des témoignages de militant(e)s anarchistes sur les violences policières lors des manifs et leurs engagements dans les facultés, lycées ou lieux de travail.

Envoyez vos témoignages : **Librairie du Monde libertaire**
Groupe Alliance
145, rue Amelot
75011 Paris.

LA PETITE SEMAINE

ACTUALITÉS

Naguère unique et tout-puissant, le parti communiste russe évoluait entre 98,4% et 99,37% des suffrages. Aujourd'hui, 14% des inscrits lui accordent leur vote. Il paraît que c'est une « victoire »...

Phénomène nouveau, la percée extrémiste de droite dans la police met à mal, nous dit-on, sa légitimité républicaine. Les morts de Charonne, les deux cents victimes des ratonnades de 1961 et celles des innombrables et régulières « bavures » se seront consolés, en poussant leur dernier soupir, d'être assassinés par des flics républicains en diable...

L'imposture journalistique appelée « Libération » aura mis une vingtaine d'années pour être officiellement vendue au monde du fric et des décideurs. Dans le style inimitable du quotidien, le feu vert aux licenciements s'appelle « civisme d'entreprise ».

Après tout, pourquoi pas ? Le bourrage de crâne a bien pris le nom d'information...

A Pékin, un encombrant dissident vient gêner les discrètes et prospères relations commerciales entre despotes chinois et États démocratiques. Ici, nos ex-adorateurs du « Petit Livre rouge » reconvertis dans les droits de l'homme n'ont pas un mot pour lui. July licencié ; Glucksmann pleurniche dans « Le Figaro », ne s'enthousiasmant qu'à chaque nouvel essai nucléaire ; BHL reste introuvable...

Trois grosses semaines d'une grève en partie libérée des parasitaires tutelles politico-syndicales classiques ont consacré le triomphe de la « base ». Et tout cela finit dans un « sommet ».

FLORÉAL

UBU COLONIAL A PRIS SES QUARTIERS D'HIVER À STALINGRAD

L'ILE DE LA RÉUNION, c'est une grosse loupe à travers laquelle on observe la même corruption que dans la Métropole - la Maîtresse-Poule, comme dit la mère Ubu dans son parler créole - mais sur une toute petite superficie : les trafics d'influence, les politiciens nantis qui s'enrichissent encore en s'attribuant le plus légalement du monde tout ce qui est prévu pour améliorer le sort des déshérités : les crédits, les beaux apparts, les bourses pour envoyer leurs enfants faire leurs études « supérieures » en Métropole au détriment des jeunes bacheliers démunis.

A cela s'ajoute, sous couleur de la moderniser, mais en réalité pour faire des affaires juteuses, la destruction organisée de l'île si luxuriante encore il y a seulement une vingtaine d'années, et qui va se désertifiant.

Ubuesquement, c'est aux tentatives de déstabilisation mutuelle des élus pourris de l'île que le Théâtre Vollard de Saint-Denis de la Réunion doit sa renommée puisqu'il les met en scène avec tous leurs paquets de merdre. L'inspiration d'Emmanuel Genvrin, fondateur du Théâtre Vollard n'épargne personne.

La troupe s'appuie sur la dérision fondée au collège de Rennes par l'élève Alfred Jarry avec *Ubu Roi* et reprise avec les almanachs du Père Ubu (*Le Père Ubu à la guerre, aux P.T.T., aux Colonies, au pays des Soviets, etc.*) par son ami réunionnais, Ambroise Vollard (1868-1939) qui fut le découvreur de Paul Cézanne.

Les réunionnais riches implantés là-bas depuis près de deux siècles et aujourd'hui encore propriétaires de la majorité des terres n'aiment pas trop qu'on rafraîchisse la mémoire collective en rapellant que leurs ancêtres ont fait leur beurre sur

le dos des esclaves, thème d'une pièce d'E. Genvrin, *Marie Dessempre*.

Les mentalités d'esclavagistes des possédants survivent encore à l'abolition officielle de l'esclavagisme qui date de décembre 1848.

Mais les petits ne sont pas épargnés non plus, et le Molière local fustige leur connerie et leur laisser-faire, tout ça encouragé par les subventions envoyées par la maîtresse-poule sous forme de R.M.I. et d'argent-braguette (les allocations familiales) qui les encouragent dans leurs habitudes de paresse au lieu de se débrouiller par leurs propres moyens. En arrêtant de voter, par exemple, pour prendre leur sort en main.

Mais se débrouiller pour changer quoi ? Toute initiative individuelle non conforme sera soumise aux pressions des petits chefs des municipalités. Et résister c'est fatigant.

La pièce que le Théâtre Vollard, fondé en 1979 avec la représentation d'*Ubu Roi*, présente à Paris, *Ubu Colonial* est aussi une réponse à toutes les pressions que ses membres ont à subir en permanence pour crime de grande gueule.

Tout y passe de ce qui vous étouffe d'indignation, mais sur le mode monstrueusement comique.

Ubu Colonial est venu prendre ses quartiers d'hiver à Paris dont l'air pur émanant des « affaires » immobilières et autres cloaques où se vautre la nouvelle équipe gouvernementale l'empêcheront de se languir des brises réunionnaises.

Les spectateurs se sentent complètement dans le coup, c'est d'eux dont il s'agit, les familles qu'on fait voter pour que rien ne change en leur graissant la patte ou en les menaçant de retirer leur emploi Contribution Emploi Solidarité aux enfants ou telle et



telle prestation sociale.

C'est un spectacle résolument anarchiste où s'annulent d'eux-mêmes les principaux moraux emphatiquement clamés par ceux qui les foulent au pied.

Vous serez bien reçus dans la gargote de la nouvelle Mère Ubu. Vous y mangerez le carry-poulet tout en vous régaland du spectacle d'Ubu assis sur son siège, la chasse à portée de la main et vous fêterez avec lui le mariage « en grand blanc » de sa maîtresse et complice, la mère Marcelle.

Ce sont les accortes Tantine et Minette qui, délaissant un instant leur trompette et leur saxo, rempliront vos assiettes, et ce ne sera pas du poulet en carton, et Balthazar le mari-cocu de la mère Ubu-Marcelle descendra de son hamac où il passe ses journées à jouer de l'accordéon pour veiller à ce que vos gobelets ne se désemplissent pas de punch. C'est qu'après vous serez appelé aux urnes ! Et mieux vaut être un peu pinté pour voter « correct ». C'est aussi ça, les pots de vin !

Alors allez-y, vous allez bien vous amuser, c'est vraiment un spectacle de fête de fin d'année !

Ubu Colonial est increvable.

MARIE-SIMONE ROLLIN

Votre UBU COLONIAL - spectacle, repas et mise en examen jusqu'au 7 janvier 1996, sous chapiteau chauffé. Place de Stalingrad - M° Jaurès ou Stalingrad. 100 F + 60 F de repas.

JÉSUS CHRIST UN TALENT MÉCONNU

Dieu a envoyé son fils sur terre (système solaire) pour nous apporter la joie et le bonheur. Avec le recul, avouons que son rejeton s'est fort honorablement tiré de cette délicate mission.

Le petit Jésus s'avère rapidement un esprit facétieux et plein de malice.

Spermatozoïde déjà, avec la complicité de son copain Gabriel, il réussit une ovulation in-credo qui laisse pantois d'admiration les autres dieux, leurs familles, et ridiculise la recherche médicale sur la transmission des maladies vénériennes.

Fœtus, il choisit de naître le 25 décembre, le jour même de la célébration du solstice d'hiver pour les autres « paiens » traditionnels. Appréciations au passage le sens de l'exactitude de notre bambin qui apparaît pile l'année 0000. Les exégètes nous rappellent à ce propos que l'exactitude est la politesse des rois et que le roi est le représentant de dieu sur terre (C.Q.F.D.).

Pour fêter dignement le passage aux années positives, il prête à Auguste César un recensement de la population de toute la terre et au gouverneur Quirinus l'exécution de cet édit en Judée. Malheureusement, les deux vaillants romains, peu rodés au délicat art de la plaisanterie, ont oublié de prendre un pareil édit, et Quirinus ne prendra ses fonctions qu'en l'année 10 après J.C.

Nous savons peu de chose de l'adolescence du jeune Jésus. Le lecteur me permettra une interprétation toute personnelle du sujet. Afin de ne pas sombrer dans les méprisables blagues de potache, qui sont d'un commun mortel, notre héros s'est tout simplement abstenu d'exister et a boudé pendant trente ans. C'est d'autant plus facile que, pour lui, un siècle est une seconde et une seconde un siècle.

Agé de trente ans, le virus du showbiz l'attire à nouveau. Il s'entoure d'une douzaine d'employés, crée une P.M.E. et part silloner la campagne pour un spectacle de qualité internationale. Les contes s'enchaînent aux tours de magie en un rythme endiablé. Le démon de la farce est toujours présent : alors qu'il raconte à Mathieu, son collègue de travail, que sa famille est partie en Égypte après sa naissance et prétend à Luc sans sourciller qu'il sont restés à Bethléem. Ces deux malheureux hagiographes, ne s'étant pas concertés, ne se rendront jamais compte de la dimension comique du canular.

Ses talents d'humoriste le rendent rapidement très prisé. On l'invite fréquemment pour animer des mariages-party où

son sens de la fantaisie fait merveille.

A Cana, après que les stocks de vin furent vidés en un tour de coude, l'assistance aux mines rougeoyantes s'appretait à chanter des chansons paillardes pour protester contre la cave insuffisante de la maîtresse de maison ; il transforma l'eau non pas en éléphant rose, comme l'eut fait un quelconque David Coperfield, mais en vin sous les vivats de la foule.

Cette petite secte artisanale s'est aujourd'hui mué en multinationale. L'Église catholique essaie bien timidement de nous faire rire en nous rappelant que cette institution, la plus meurtrière de l'histoire de l'humanité, défend la vie des fœtus, mais le cœur n'y est plus.

Alors, Dieu, dans son infinie bonté, pour lutter contre la sinistrose qui nous accable, condescendra-t-il à nous renvoyer sur terre son fils, son petit fils, Coluche ou Pierre Desproges ?

BRUNO
(Groupe de la Villette)

SPECTACLE LE CAFÉ DE LA GARE HEBERGE FONT ET SES COPAINS

AU FOND D'UNE COUR pavée qui résonne certains soirs des claquettes et des flamencos endiablés des cours de danse voisins, le vieux Café de la Gare s'accroche à sa réputation de lieu insubmersible de l'humour ravageur ou ravagé. Dans ce coin de Paris où de vrais cafés-théâtres existent encore (Les Blancs Manteaux et le Point-Virgule sévissent aussi dans les parages), le rire a toujours ses attaches (car malgré ce que peuvent dire des gens pas drôles, l'humour n'est pas mort même si Coluche et Desproges nous manquent beaucoup...) et le détour vers ces antres de la zygomatique appliquée peut conduire le public à quelques bonnes rencontres.

Ainsi donc au Café de la Gare où depuis quelques dimanches, Patrick Font (humoriste de Haute-Savoie) et Daniel Gros (humoriste de Savoie) font se gondoler les planches avec leurs copains de passage. Car la scène est ouverte, un dimanche ne ressemble jamais à l'autre, on arrive parfois sans prévenir et on se retrouve devant le public avec une gui-

tare ou un micro dans les mains. Si les Blue Jean Society (qui occupent depuis quelques mois les Blancs Manteaux et dont je vous reparlerai très bientôt) sont toujours là avec leurs chansons de derrière les fagots (et quels fagots!), les autres artistes vont et viennent selon leurs disponibilités. J'y ai vu ainsi, le dimanche où j'étais dans la salle, Barbara, Clémentine et Marie (trois des jolies adolescentes de la Compagnie du Chalet, autre belle création de Patrick Font) chanter deux chansons du bonhomme, des habitués de Rien à Cirer comme Chraz, Christophe Alévêque ou Serge Liado, des piliers comme Marianne Sergent ou des petits nouveaux comme Albert Meslay (un doux poète qui vous fera tordre de rire). Certains dimanches vous pourrez croiser et applaudir d'autres bons représentants de cette fine fleur de l'humour qui a pris l'habitude de faire le détour par le Café de la Gare à l'invitation de Patrick Font et de Daniel Gros, comme Jean-Jacques Vannier ou Marc Jolivet, Didier Porte, Serge Riaboukine, les Epis Noirs ou

encore François Rollin. A signaler enfin, dans les locaux permanents du lieu, Jean-Marc Druet et Xavier Cantat, les deux compères de scène de Daniel Gros.

Rien que du beau monde donc pour pas moins de deux heures de spectacle (et pour la modique somme de 80 balles) avec des sketches et des chansons des artistes présents, les tendres délires de Patrick Font, les "alluias" irrésistibles et les discours féroces de Daniel Gros.

Alors si vous passez par Paris ou si vous traînez dans le quartier, entrez un dimanche après-midi au Café de la Gare. Le spectacle est encore programmé pour quelques mois et sachez déjà que la joyeuse bande (au grand complet) envahira la scène de l'Olympia le 15 avril 1996 pour une soirée exceptionnelle.

PASCAL DIDIER

Patrick Font, Daniel Gros et leurs amis. Spectacle tous les dimanches à 17h précises au Café de la Gare, rue du Temple à Paris (M° Rambuteau). Entrée : 80F.



ALEXANDRE MARIUS JACOB : écrits

AUX JEUNES camarades en recherche de livres susceptibles de leur offrir une vision « essentielle » de l'anarchisme, j'ai toujours conseillé la lecture du bouquin de B. Thomas (éditions Tchou) et de celui de Caruchet (éditions Seguiet) sur Jacob.

C'est bien connu, les biographies ça a toujours plus de chair, de sang, d'âme et de vie que des ouvrages théoriques guindés de mots certes flamboyants de rigueur mais par trop souvent désespérants d'austérité. Et quand il s'agit de biographies relatives à Alexandre Marius Jacob, c'en est carrément renversant.

Plus anar que ça, plus radical que ça, plus pathétique que ça, plus exemplaire que ça... tu meurs !

Imagine. A la fin du siècle dernier, un jeune prolo en révolte qui rencontre les idéaux libertaires, qui ne rêve que de détruire le système capitaliste et de mettre en œuvre un monde nouveau d'égalité, de liberté, d'entraide et d'autogestion, qui y croit dur comme fer, qui a l'action chevillée au corps, qui se lance dans la cambriole des parasites sociaux au motif qu'il faut frapper le bourgeois là où ça fait mal, c'est à dire au portefeuille, qui ne tire aucun profit personnel de son activité, qui rétrocede à la « cause » le

bénéfice de ses cambriolages, qui évite (hormis cas de légitime défense) d'utiliser la violence, qui monte des plans d'enfer pour détrousser les riches, qui fait montre d'un humour et d'une probité (dont on dit que M. Leblanc et son Arsène Lupin se sont inspirés) à nul autre pareil, qui se fait gauler par les flics suite à la faute à pas d'hance, qui se sert de la Cour d'Assises pour clamer haut et fort ses idées anarchistes, qui se prend perpète au bain, qui est envoyé pourrir en Guyane aux Îles du Salut, qui pendant vingt cinq ans se bat contre la chiourme, la pègre et l'administration pénitentiaire sans jamais baisser la tête ni faire la moindre concession, qui en prend plein la tronche pour tout cela, qui réussit à survivre là où l'espérance de vie (de survie) n'était que de quelques années, qui après être revenu à la vie « ordinaire » ne renie rien de ses idéaux premiers et qui à soixante dix ans passés se suicide pour ne pas connaître la déchéance de la vieillesse en laissant une lettre se terminant par « le linge est lavé mais pas repassé (j'ai eu la flemme). Il y a deux litres de rosé au frais. A votre santé », ... c'est pas banal.

Mieux, c'est carrément incroyable de révolte, de rêve, d'action, de courage, de probité, d'intelligence, d'humour... !

Dans ces conditions c'est peu dire que lorsque j'ai reçu les deux volumes de ces écrits de Jacob, je me suis jeté dessus comme un mort la faim sur un bol de soupe. Et...

Et je me suis enfilé presque sept cents pages d'une traite. D'une émotion. D'un plaisir rare.

Les biographies, en effet, c'est super, mais lire Jacob dans le texte c'est encore autre chose. Autre chose de bien plus étonnant et détonnant.

Ses déclarations à la Cour d'Assises, ses lettres à sa mère pendant tout le temps de sa détention, ses correspondances avec ses amis une fois sorti du trou... c'est franchement bouleversant.

Mieux, c'est de la dynamite. Au niveau de ce qui est dit comme de la manière dont c'est dit.

Frères zanars qui après nous vivez, compagnons de révoltes et de rêves d'ici et d'ailleurs, premiers violons et seconds couteaux de la rage, de la haine, de l'amour et de l'espoir en un monde nouveau de justice, de liberté et d'égalité... si vous ne devez lire qu'un livre dans votre vie, lisez ces deux là. Ils sont tonitruants !

Vous y découvrirez un anarchiste qui a été au bout de sa cohérence (et de ce point de vue, contrairement à ce que l'éditeur

laisse à entendre, Jacob, sans rien regretter, pose clairement les limites de l'illégalisme). Vous y découvrirez tout simplement un homme fantastique de courage et d'humilité. Un homme, un vrai.

Chapeau aux éditeurs de nous avoir fait le cadeau de ces textes inédits ou simplement évoqués (et souvent de manière réductrice) de Jacob. Chapeau à eux de les avoir bellement et doctement mis en forme et pour un coût aussi dérisoire (mais sans doute ont-ils mis pour ce faire, leur appel à l'illégalisme en actes). Chapeau vraiment, quoi qu'il en soit, pour leur boulot qui est de qualité.

Un avant-propos et une introduction un peu moins prétentieux, donneurs de leçons et chotchotte revus et corrigés 16ème ; destroy ultra gauche aurait bien évidemment été davantage de circonstances.

Mais de même qu'un seul pet ne peut pas gâcher le meilleur repas, trois onces de suffisance ne seront jamais à l'aube de ternir l'authenticité époustouflante d'un Jacob.

Comprenne qui voudra !

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) Volume 1, 368 pages, et volume 2, 328 pages, plus deux C.D., pour le prix surréaliste de 120F + 10% de frais de port, disponibles à la librairie Publico, 145 rue Amélot, 75011 Paris.

DES MINEURS BRITANNIQUES AUX CHEMINOTS FRANÇAIS

(Suite de la une)

Avec un taux de chômage de 3% en 1973 et de plus de 12% aujourd'hui, les Français auraient cependant tort de ne pas tomber dans des accès de « sensiblerie sociale ».

La comparaison de la progression des revenus du capital et des revenus salariaux depuis quelques années est tout à fait suggestive.

Revenus du capital : 7,5% par an entre 1987 et 1990 ; 7% par an de 1990 à 1992.

Revenus salariaux : 0,9% de 1987 à 1989 ; 2% en 1990 ; 1,2% en 1991 ; 0,1% en 1992.

On saisit tout de suite quelle catégorie particulière de la population fait l'« effort d'adaptation » demandé par Raymond Barre. (Chiffres tirés des rapports du CERC n°100 et n°107.)

Il y a, pour la seule Europe, 40 millions de pauvres, 18 millions de chômeurs et 3 millions de sans-abris. C'est le résultat d'une politique délibérée mise en place à l'échelle internationale, et qui aboutit littéralement à introduire le tiers monde au sein de l'espace des pays industrialisés. Le fait est que bien des personnes s'en indignent, sans pour autant s'offusquer de l'existence d'un tiers monde tout court.

Une véritable offensive se développe dans tous les pays industrialisés contre le monde du travail et les acquis sociaux obtenus par les luttes ouvrières. Jusqu'à une date récente, un certain nombre de concepts fondaient les relations dans le monde du travail, qui sont totalement remis en cause aujourd'hui.

1. Le salaire. Le droit à un salaire décent, indexé sur le coût de la vie, sur l'augmentation de la productivité, semblait une idée acquise. Les travailleurs les moins qualifiés se voyaient reconnaître un salaire minimum.

2. Les conditions de travail. L'hygiène, la sécurité, la durée du travail, les congés, le droit syndical, faisaient partie des acquis dont on pouvait penser qu'ils étaient immuables et qu'ils faisaient partie même du contexte général des sociétés industrialisées.

3. La protection sociale. Les assurances sociales garantissant le travailleur et sa famille contre les accidents, la maladie, la vieillesse, faisaient partie également d'un environnement, obtenu par les luttes, dont on pouvait penser qu'il était un acquis définitif.

Liquidation des acquis sociaux

Voyons quelques-unes des mesures de liquidation des acquis sociaux progressivement mises en place :

En juillet-août 1993, M. Balladur profita des vacances et de l'absence de session parlementaire

pour décréter qu'il faudra travailler dix trimestres de plus, soit deux ans et demi, pour toucher une retraite réduite, calculée sur le salaire moyen des vingt-cinq et non des dix meilleures années. Ainsi, la majorité des gens ne pourra plus toucher à soixante ans une retraite normale. (Deux décrets publiés au Journal officiel du 28 juillet 1993.)

L'accord Unedic de juillet 1993 sur l'assurance chômage entraîne une augmentation des cotisations et une diminution des prestations, lesquelles sont passées depuis 1974 de 90% à 57% du salaire de base.

Depuis 1976, les cotisations d'assurance-maladie ont augmenté tandis que le remboursement des soins médicaux a diminué et que le forfait hospitalier a été supprimé. Une enquête publiée en novembre 1993 révèle qu'un Français sur cinq ne se fait pas soigner, par manque d'argent (Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de la santé, 29 novembre 1993).

La loi quinquennale sur l'emploi réduit l'exercice des droits des salariés à la représentation et à la participation dans l'entreprise. Les articles 16 et 17 d'une loi votée les 18 et 19 novembre 1993 laissent ces droits à la discrétion de l'employeur.

La notion de salaire minimum est complètement remise en cause, dans son principe même, par les organisations internationales auxquelles la France adhère. Cette remise en cause s'est effectuée, pratiquement, par diverses petites mesures introduites en douce.

L'ouverture à l'économie mondiale est en effet une occasion de changer la législation sociale à la baisse, de se débarrasser des travailleurs organisés. Dans les pays industrialisés, on sous-traite avec des usines des pays sous-développés, et dans ces derniers, on sous-traite avec de petites usines qui emploient main-d'œuvre temporaire et non syndiquée. Le même processus est donc valable à la fois dans les pays du tiers monde et dans les pays industrialisés, notamment en Europe, en particulier en Grande-Bretagne, dont le gouvernement est particulièrement complaisant avec les sociétés américaines et japonaises, qui s'implantent à condition qu'on ne parle plus de syndicats, de conventions collectives, de hausses de salaires, voire même de retraites. C'est là une véritable tiers-mondisation de la classe ouvrière en Occident.

La politique du FMI ne consiste pas à étendre au tiers monde les avantages que les travailleurs des pays industrialisés peuvent encore avoir, comme par exemple la législation du travail ; au contraire, elle consiste à « aider les pauvres » en

liquidant, dans le tiers monde, la législation du travail et les lois qui « favorisent l'aristocratie du monde du travail » (ceux qui ont des salaires supérieurs à 20 francs par jour) et qui « défavorisent les non-syndiqués »...

On peut avoir une idée de ce que sera l'Europe sociale de demain, celle de Maastricht, en lisant un rapport de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) (*Études économiques*, O.C.D.E., Paris 1991, p. 58.). Les thèmes développés dans ce rapport, faut-il le préciser, ont été appuyés par la direction de la prévision du ministère français de l'économie et des finances, à l'époque socialiste :

« Dans un marché totalement concurrentiel [les travailleurs peu qualifiés] dont la productivité marginale est faible recevraient de très bas salaires ; par contre, si un salaire minimum est imposé, les personnes dont le coût de travail est supérieur au produit marginal qu'elles dégagent seront exclues du marché pour des considérations de prix et se retrouveront au chômage ».

L'idée développée ici, qui recoupe parfaitement les thèmes développés et appliqués par le FMI dans le tiers monde, est que c'est le salaire minimum qui crée l'injustice sociale... Explication : dans un système où existe un salaire minimum, des gens peu qualifiés restent au chômage, puisque, à cause de ce salaire minimum, ils sont obligatoirement payés plus qu'ils ne rapportent, et que les patrons ne les embaucheront pas. Au contraire, dans un système concurrentiel, ils ne toucheront peut-être pas le salaire minimum, ils toucheront moins, mais toutefois ils auront un emploi... Ce sont donc ces privilégiés que sont les travailleurs non qualifiés, qui touchent le salaire minimum et qui volent leur patron en étant payés plus que ce que vaut leur travail, qui empêchent les chômeurs de travailler.

Dans les faits, sont progressivement mises en place, en France, des mesures qui liquident le salaire minimum. Les diverses formules d'emploi des jeunes qui s'accompagnent d'exonérations de charges sociales pour les patrons concernent aujourd'hui la moitié des moins de 25 ans. De même, les dispositions sur la flexibilité autorisant les employeurs à mettre leurs salariés au chômage partiel à raison de 1 200 heures par an indemnisés au plus à 50%, l'annualisation de la durée du travail avec des journées de 10 heures et des semaines de 48 heures sans augmentation de salaire, l'augmentation unilatérale des heures supplémentaires compensées seulement par des heures de repos, l'encouragement au travail à temps partiel (et donc au salaire et à la protection sociale partiels), les dérogations accrues à la législation sur le repos du dimanche, le préapprentissage des enfants de 14 ans qui conservent un statut de « scolaires », toutes ces mesures aboutissent à briser tous les acquis sociaux qui avaient été conquis par la classe ouvrière. La mise en place des

contrats emploi-solidarité consiste en fait à réduire le salaire minimum d'un certain nombre d'emplois réservés aux jeunes. Dans les faits, une économie qui liquiderait le salaire minimum créerait certes des emplois, mais de larbins, comme au XIXe siècle, où 5% de la population active étaient des domestiques. On verrait une multiplication des femmes de ménage, jardiniers occasionnels, baby-sitters, cireurs de chaussures, porteurs, petits livreurs, voire porteurs de croissants, comme Philippe Séguin, ministre du travail, en avait émis l'idée. Un beau progrès, un grand pas en avant pour la société libérale.

L'application, par les gouvernements, d'orientations décidées dans des instances internationales

Ces mesures résultent d'un choix politique, de l'application, par les gouvernements, d'orientations décidées dans des instances internationales qui sont hors de tout contrôle. Les mêmes mesures qui sont appliquées aux pays du tiers monde, avec les conséquences effrayantes que l'on connaît, s'appliquent aux pays développés, de façon un peu moins voyante (mais peut-être pas pour longtemps).

Issues de choix politiques délibérés, ces mesures doivent être financées. On assiste ainsi à un énorme transfert de charges financières, normalement dues par les entreprises, vers l'Etat. Autrement dit, toutes ces mesures, qui visent en dernière instance à alléger les charges des entreprises, sont payées par les contribuables, c'est-à-dire essentiellement les salariés eux-mêmes... Ces trois dernières années, les patrons ont été exonérés de 28,8 milliards de francs de charges sociales, qui normalement auraient dû être compensées par l'Etat, c'est-à-dire en fait par l'impôt des contribuables. Les dettes patronales se montent, en tout, à 91,6 milliards. Lorsque les militaires ont été rattachés au régime général de la Sécurité sociale en 1945, l'Etat devait verser à la sécu les sommes correspondant aux années de cotisations des militaires leur permettant de toucher leurs retraites. Le ministère de la défense doit à ce titre 90 milliards de francs à la Sécurité sociale. Si on ajoute à cela 30 milliards de francs perdus pour remboursements tardifs de l'Etat à la Sécurité sociale, sur lesquels cette dernière a dû payer des intérêts, cela fait la somme de 240 milliards de francs qui ont été littéralement pillés dans les caisses de la Sécurité sociale.

rité sociale.

Ces sommes, qui n'ont pas été versées aux organismes sociaux, leur font défaut aujourd'hui pour assurer des services corrects aux cotisants, et en particulier les retraites. Alors, on les fait travailler trois ans de plus, on augmente leurs cotisations, on diminue leurs prestations, et, surtout, on les culpabilise en disant que se sont eux, les responsables.

Ce sont donc les salariés qui subventionnent les entreprises et qui permettent aux profits de gonfler ; en échange de quoi on accorde aux travailleurs un statut dégradé, des conditions de travail qui empirent.

Rappelons que les socialistes avaient largement contribué à préparer le terrain, par leur offensive contre la classe ouvrière, en juin 1982, avec leur premier plan rigueur, le gel des salaires, la suppression de l'échelle mobile des salaires, avec la loi du 23 juillet 1985, confirmée par l'ordonnance du 11 août 1986 du gouvernement Chirac, qui allaient institutionnaliser la précarité en adaptant les régimes des contrats à durée déterminée et des contrats de travail temporaire, devenus, depuis, les normes de l'embauche des salariés. La droite ne fera que prendre la relève des socialistes en aménageant le temps de travail (loi du 23 juillet 1987) et en supprimant l'autorisation administrative de licenciement (lois des 3 et 30 juillet 1986).

Par les commandes au secteur privé, la distribution de subventions aux entreprises, les exonérations de charges sociales, ou en fournissant des crédits à l'exportation, l'Etat agit comme un instrument au service des intérêts particuliers des entrepreneurs. Dire qu'il fait cela pour « maintenir l'emploi » est une mystification puisqu'en même temps il encourage une déréglementation qui incite les patrons à licencier, puisqu'il est le premier dans ce domaine à donner l'exemple des suppressions de postes qui sont toujours accompagnées par une considérable augmentation de la charge de travail de ceux qui restent.

C'est cela que signifie le « moins d'Etat » pour le libéralisme. La critique de l'Etat ne vaut en effet que lorsque ce dernier se mêle de vouloir servir l'intérêt général ou établir une meilleure répartition des richesses. L'Etat doit se transformer en Etat-providence au seul bénéfice des patrons. Licenciements, baisse du pouvoir d'achat sont les solutions préconisées par le patronat pour surmonter les contraintes qui s'imposent à eux.

R.B.

(Suite au prochain numéro)

SOMMAIRE

Page 1 : Rien n'est fini, mais tout commence (suite page 2) - Des mineurs britanniques aux cheminots français (suite page 8)
Page 2 : Rien n'est fini, mais tout commence (suite de la une)
Page 3 : C'est la lutte... Et c'est pas fini ! - Les profits ou comment capter les ressources des autres
Page 4 : Nigéria : terre rouge et or noir
Page 5 : Nouvelles de Russie

Page 6 : Nouvelles du front - Rendez-vous - A la petite semaine - Tarif de nuit - Ubu colonial a pris ses quartiers d'hiver à Stalingrad.
Page 7 : Jésus Christ, un talent méconnu - Alexandre Marius Jacob : écrits - Le Café de la Gare héberge Font et ses copains.
Page 8 : Des mineurs britanniques aux cheminots français (suite de la une)